



**PRÉFET  
DE LA  
CÔTE-D'OR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Bourgogne Franche-Comté**  
Unité départementale de la Côte d'Or

**ARRETE PREFECTORAL N° 1167 DU 08 octobre 2022**  
portant autorisation d'exploiter une carrière

Société CARRIÈRES SAVIANE FRÈRES

Commune de Beaunotte

**LE PRÉFET DE LA CÔTE D'OR**

**VISAS ET CONSIDÉRANTS**

**Vu** le règlement (UE) n ° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22/10/14 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2000, modifié par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2005, portant approbation du schéma départemental des carrières de la Côte d'Or ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022 – 2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021/98 du 15 février 2021 portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2007 autorisant la SARL Carrières SAVIANE Frères à exploiter une carrière de calcaire et ses installations annexes pour une durée de 20 ans sur la commune de Beaunotte ;

**Vu** la demande du 1<sup>er</sup> février 2021, présentée par la SARL Carrières SAVIANE Frères dont le siège social est situé 4 Allée des Tilleuls - 21510 AIGNAY-LE-DUC, à l'effet d'obtenir le renouvellement avec extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire située au lieu-dit « La Grande Roche » sur la commune de Beaunotte et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 ;

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 22 octobre 2021 ;

**Vu** les avis de l'agence régionale de santé du 12 mars 2021 et du 4 novembre 2021 ;

**Vu** les avis de la direction départementale des territoires du 12 avril 2021 et du 15 novembre 2021 ;

**Vu** l'avis de la direction régionale des affaires culturelles du 19 mars 2021 ;

**Vu** les avis du service biodiversité eau patrimoine de la DREAL du 13 avril 2021 et du 8 novembre 2021 ;

**Vu** l'avis du service d'incendie et de secours du 12 février 2021 ;

**Vu** les avis du Parc National de Forêts du 15 mars 2021 et du 22 novembre 2021 ;

**Vu** l'absence d'avis de l'Autorité Environnementale ;

**Vu** la décision n°E21000113/21 en date du 30 décembre 2021 du président du tribunal administratif de Dijon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°59 du 14 janvier 2022 portant ouverture d'une enquête publique sur une demande d'autorisation environnementale de renouvellement avec extension d'une carrière à ciel ouvert de roche ornementale calcaire sur la commune de Beaunotte (21510) ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes situées dans le rayon d'affichage de l'avis au public ;

**Vu** la publication en date des 31 janvier 2022 et 7 mars 2022 de cet avis dans deux journaux locaux ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

**Vu** l'avis du 1<sup>er</sup> mars 2022 de la commune de Aignay-le-Duc ;

**Vu** l'avis du 26 mars 2022 de la commune de Beaunotte ;  
**Vu** l'avis du 29 mars 2022 de la commune de Mauvilly ;  
**Vu** l'avis du 1<sup>er</sup> mars 2022 de la commune de Quemigny-sur-Seine ;  
**Vu** l'avis du 5 avril 2022 de la Communauté de Communes du Pays Chatillonnais ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n°723 du 15 juin 2022 portant prolongation du délai imparti au représentant de l'État pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale ;  
**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;  
**Vu** le rapport et les propositions en date du 19 août 2022 de l'inspection des installations classées ;  
**Vu** l'avis en date du 09 septembre 2022 de la commission départementale de la nature des sites et des paysages au cours duquel le demandeur a été entendu ;  
**Vu** le projet d'arrêté porté le 13 septembre 2022 à la connaissance du demandeur ;  
**Vu** l'absence d'observation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que comporte le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société Carrières SAVIANE Frères dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter la carrière et pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par la société Carrières SAVIANE Frères est compatible avec les objectifs et avec les orientations du schéma départemental des carrières de la Côte d'Or ; que le projet est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que sur l'emprise du projet où sont projetés les travaux, les inventaires ont mis en évidence la présence avérée d'espèces animales protégées ;

**CONSIDÉRANT** que la recherche d'implantation alternative a été faite au regard du gisement disponible et des impacts environnementaux ; la solution retenue apparaît comme la moins impactante pour le milieu naturel,

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation environnementale peut être accordée sans tenir lieu de dérogation mentionnée au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, uniquement si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de garantir le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 411-1 du même code ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la conception du projet, la séquence « éviter-réduire » a été intégrée et présentée dans le dossier de demande permettant ainsi d'assurer une conception optimisée du projet comprenant toutes les mesures pertinentes d'évitement et de réduction des impacts ;

**CONSIDÉRANT** que l'évaluation des risques d'impact sur les espèces protégées et leurs habitats, présentée dans le dossier, permet de conclure que le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable des populations d'espèces protégées concernées, sous condition de la mise en application des mesures d'évitement et de réduction détaillées dans le présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;

## **ARRÊTE**

### **Table des matières**

<b>Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....</b>	<b>5</b>
Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	5
Chapitre 1.2 - Nature des installations.....	5
Chapitre 1.3 - Conformité aux plans et données techniques.....	6
Chapitre 1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	6
Chapitre 1.5 - Garanties financières – plans de phasage.....	6
Chapitre 1.6 - Documents tenus a la disposition de l'inspection.....	7
Chapitre 1.7 - Objectifs généraux.....	8
Chapitre 1.8 - Consignes.....	8
<b>Titre 2 - Protection de la qualité de l'air.....</b>	<b>9</b>
Chapitre 2.1 - Conception des installations.....	9
Chapitre 2.2 - Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	9
<b>Titre 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....</b>	<b>10</b>
Chapitre 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau.....	10
Chapitre 3.2 - Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement et points de rejet.....	10
Chapitre 3.3 - Autres dispositions.....	10
Chapitre 3.4 - Valeurs limites d'émission.....	11
Chapitre 3.5 - Surveillance des rejets.....	11
<b>Titre 4 - Mesures relatives à la protection des espèces protégées.....</b>	<b>11</b>
Chapitre 4.1 - Mesures d'évitement.....	11
Chapitre 4.2 - Mesures de réduction.....	12
Chapitre 4.3 - Suivi des mesures.....	13
<b>Titre 5 - Protection du cadre de vie.....</b>	<b>14</b>
Chapitre 5.1 - Limitation des niveaux de bruit.....	14
Chapitre 5.2 - Insertion paysagère.....	15
<b>Titre 6 - Prévention des risques technologiques.....</b>	<b>15</b>
Chapitre 6.1 - Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	15
Chapitre 6.2 - Prévention et traitement des pollutions accidentelles.....	16
<b>Titre 7 - Prévention et gestion des déchets.....</b>	<b>16</b>
Chapitre 7.1 - Prévention et gestion des déchets.....	16
<b>Titre 8 - Conditions particulières applicables à certaines installations.....</b>	<b>16</b>
Chapitre 8.1 - Conditions d'exploitation.....	17
Chapitre 8.2 - Conditions de remise en état.....	18
<b>Titre 9 - Dispositions finales.....</b>	<b>18</b>
Chapitre 9.1 - Dispositions finales.....	18

## **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

### **Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

#### **Article 1.1.1 - *Exploitant titulaire de l'autorisation***

La société Carrières SAVIANE Frères (SIREN 301 573 713), dont le siège social est situé 4 Allée des Tilleuls - 21510 AIGNAY-LE-DUC, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Beaunotte, au Lieu-dit « La Grande Roche » (coordonnées Lambert 93 du barycentre de la carrière : X= 829422 m et Y= 6732469 m), les installations détaillées dans les articles suivants.

#### **Article 1.1.2 - *Localisation et surface occupée par les installations***

L'autorisation porte sur les parcelles suivantes, conformément au plan joint en Annexe 1, sont exclues toutes autres parcelles :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelle*	Superficie autorisée	Commentaire
BEAUNOTTE	« La Grande Roche »	ZC	15	2 380 m²	Renouvellement
			16	17 100 m²	
			17	21 950 m²	
			10pp	79 090 m²	Extension
			11	57 210 m²	
			12	1 130 m²	
			18	530 m²	
			19	66 790 m²	
Superficie totale				246 180 m²	

\*pp : pour partie

L'exploitant signale toute modification cadastrale au préfet.

La superficie de la carrière est de 246 180 m<sup>2</sup>. La superficie de la zone d'extraction représentée sur le plan en Annexe 1 du présent arrêté est de 161 970 m<sup>2</sup>.

#### **Article 1.1.3 - *Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation***

A l'exception des dispositions particulières visées au titre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au chapitre 1.2 ci-dessous.

### **Chapitre 1.2 - Nature des installations**

#### **Article 1.2.1 - *Nature des installations***

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation.

Rubriques ICPE	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime*
2510-1	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	Extraction à ciel ouvert de calcaire Surface du périmètre d'autorisation : 246 180 m <sup>2</sup> Tonnage annuel maximum : 10 000 tonnes/an (4000 m <sup>3</sup> ) de matériaux commercialisables Volume total de gisement commercialisable : 125 000 m <sup>3</sup> (300 000 t) densité 2,4 t/m <sup>3</sup>	A

(\*) A (autorisation)

### **Chapitre 1.3 - Conformité aux plans et données techniques**

#### **Article 1.3.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

### **Chapitre 1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité**

#### **Article 1.4.1 - Cessation d'activité et usage futur**

L'usage futur du site à prendre en compte en cas de cessation est un usage à plusieurs vocations : une vocation agricole sur les terrains restitués à la culture figurant sur le plan en Annexe 3 et une vocation écologique sur l'espace minéral figurant sur le plan en Annexe 3.

#### **Article 1.4.2 - Durée de l'autorisation**

En application des articles L. 181-21, L. 181-28 et L. 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase de remise en état finale du site.

Les extractions de matériaux cessent au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf si une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter a été déposée conformément aux dispositions de l'article R. 181-49 du code de l'environnement.

#### **Article 1.4.3 - Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Chapitre 1.5 - Garanties financières – plans de phasage**

### **Article 1.5.1 - Montant des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour la rubrique 2510-1.

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Phase / Période	Montant des garanties
1 / de 0 à 5 ans	170 860 €
2 / de 5 à 10 ans	218 865 €
3 / de 10 à 15 ans	333 981 €
4 / de 15 à 20 ans	330 789 €
5 / de 20 à 25 ans	440 499 €
6 / à partir de 25 ans et jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par le préfet	186 050 €

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé par référence à l'indice TP01 (base 2010) de juin 2022 (129,1).

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé par l'exploitant dans les six mois qui suivent l'intervention de cette augmentation.

L'exploitation est conduite conformément au plan de phasage en Annexe 2 du présent arrêté.

### **Article 1.5.2 - Établissement des garanties financières**

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

## **Chapitre 1.6 - Documents tenus a la disposition de l'inspection**

### **Article 1.6.1 - Dossier d'exploitation**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **Chapitre 1.7 - Objectifs généraux**

### **Article 1.7.1 - *Dispositions générales***

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

## **Chapitre 1.8 - Consignes**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

### **Article 1.8.1 - *Consignes d'exploitation***

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.



Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 1.8.2 - Consignes de sécurité**

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un engin, un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation, ainsi que du fonctionnement, des dangers et des inconvénients des installations, des équipements exploités et des engins utilisés.

## **TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

### **Chapitre 2.1 - Conception des installations**

#### **Article 2.1.1 - Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

### **Chapitre 2.2 - Propreté, émissions diffuses et envols de poussières**

#### **Article 2.2.1 - Propreté, émissions diffuses et envols de poussières**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

### **TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **Chapitre 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau**

##### **Article 3.1.1 - *Origine des approvisionnements en eau***

L'établissement n'est pas raccordé au réseau de distribution d'eau potable.

L'exploitation ne nécessite pas la création de forages ou d'ouvrages de prélèvement d'eau.

#### **Chapitre 3.2 - Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement et points de rejet**

##### **Article 3.2.1 - *Points de rejet***

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux usées sanitaires.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Pt N°1	Eaux issues du séparateur d'hydrocarbures	Infiltration	Calcaires du Dogger entre Armançon et limite de district (HG310)

#### **Chapitre 3.3 - Autres dispositions**

##### **Article 3.3.1 - *Eaux usées sanitaires***

Il n'y a pas de rejet d'eaux usées sanitaires et domestiques sur le site qui est équipé de cabines sanitaires chimiques autonomes, régulièrement vidangées par une entreprise spécialisée.

##### **Article 3.3.2 - *Aire étanche***

Le nettoyage, le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau (ou en pointe diamant) reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures.

Le ravitaillement des engins peu mobiles (pelle sur chenilles) peut s'effectuer au-dessus d'un bac étanche permettant la récupération des éventuelles égouttures.

#### **Article 3.3.3 - Entretien et vidange du séparateur d'hydrocarbures**

Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.

#### **Article 3.3.4 - Eaux pluviales – Eaux de ruissellement**

Un réseau de dérivation qui empêche les eaux de ruissellement de s'écouler en dehors de la carrière et qui empêche les eaux de ruissellement extérieures de s'écouler dans la carrière est mis en place à la périphérie du site.

### **Chapitre 3.4 - Valeurs limites d'émission**

#### **Article 3.4.1 - Caractéristiques des rejets**

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les dispositions de l'article 18.2.3. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé. Les eaux rejetées en sortie du décanteur séparateur d'hydrocarbures respectent une concentration en hydrocarbures inférieure à 5 mg/L.

### **Chapitre 3.5 - Surveillance des rejets**

#### **Article 3.5.1 - Contrôle des rejets**

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Nature des effluents	Paramètres	Périodicité de la mesure
Pt N°1	Eaux issues du séparateur d'hydrocarbures	article 18.2.3. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994	Annuelle

## **TITRE 4 - MESURES RELATIVES À LA PROTECTION DES ESPÈCES PROTÉGÉES**

L'absence de nécessité d'une dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées est subordonnée au respect des mesures, en faveur de la biodiversité, prévues dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé et/ou prévues au présent titre.

### **Chapitre 4.1 - Mesures d'évitement**

#### **Article 4.1.1 - E1/E.1.1A - Évitement d'une zone cultivée fréquentée par l'Alouette Lulu**

La zone cultivée de 2,5 ha fréquentée par l'Alouette Lulu située à l'Ouest de l'extension Nord-Est, définie sur le plan en Annexe 4, est évitée. Toute exploitation (décapage, défrichement, stockage, circulation d'engins...) y est interdite.

Dès le début de l'exploitation de la phase concernée (phase 6), un balisage par piquetage et rubalise est mis en place jusqu'à ce que soit matérialisé le merlon ceinturant la carrière et servant ensuite de délimitation du site.

#### **Article 4.1.2 - E2/E1.1A - Évitement de certaines parties de la bande de 10 mètres**

Les parties de la bande de 10 mètres définies sur le plan en Annexe 4 sont évitées pour préserver certaines stations d'espèces patrimoniales. Toute exploitation (décapage, défrichement, stockage, circulation d'engins...) y est interdite.

Dès le début de l'exploitation de la phase concernée (phase 3 et phase 6), un balisage par piquetage et rubalise est mis en place jusqu'à ce que soit matérialisé le merlon ceinturant la carrière et servant ensuite de délimitation du site.

Les mesures d'entretien de la bande de 10 mètres, dans les périodes appropriées, sont adaptées à la présence des stations d'espèces patrimoniales.

#### **Article 4.1.3 - E3/E3.2A - Gestion des habitats ouverts de la carrière**

Toute utilisation de pesticides ou d'engrais chimiques est exclue.

### **Chapitre 4.2 - Mesures de réduction**

#### **Article 4.2.1 - R1/R3.2A - Travaux de remaniement des merlons et des talus enfrichés hors période de nidification et d'hivernage**

Les travaux de reprise des merlons et des talus de terre végétale, en particulier s'ils sont couverts de végétation (friches, arbustes, arbres), doivent être réalisés exclusivement pendant les mois de septembre et octobre (hors période de nidification des oiseaux et hors période d'hivernage de l'herpétofaune) pour limiter la destruction et la perturbation d'individus.

#### **Article 4.2.2 - R2/R3.2A - Reprise de l'exploitation des anciennes zones minérales hors période de nidification**

Les travaux de reprise de l'exploitation des éboulis et fronts de la fosse Ouest, ainsi que les travaux de reprise de tout secteur de front n'ayant pas fait l'objet d'une exploitation depuis plus d'un an, doivent être réalisés exclusivement entre septembre et février (hors période de nidification des oiseaux) pour limiter la destruction et la perturbation d'individus.

#### **Article 4.2.3 - R3/R3.2A - Décapage de la culture nord-est hors période de nidification**

Les travaux de décapage de la culture Nord-Est doivent être réalisés exclusivement entre septembre et février (hors période de nidification des oiseaux) pour limiter la destruction et la perturbation d'individus.

**Article 4.2.4 - R4/R2.2Q - Interdiction de circulation dans les dépressions inondées**

Toute circulation de véhicule dans les flaques d'eau et dépressions inondées des zones minérales est interdite d'avril à septembre (période de reproduction de l'Alyte accoucheur).

Les eaux de ruissellement doivent être canalisées vers des dépressions (fossés, mares) situées en marge des zones de circulation et de travail. Ces dépressions doivent être matérialisées par des blocs rocheux.

Tous travaux de remaniement des dépressions sont interdits entre les mois de mars et août, tant que de l'eau y est présente, pour limiter la destruction et la perturbation d'individus.

**Article 4.2.5 - R5 - Respect des limites du périmètre**

Toute exploitation (décapage, défrichement, stockage, circulation d'engins...) est interdite hors des limites du périmètre autorisé.

**Article 4.2.6 - R6/R.2.1F - Lutte contre les espèces indésirables ou invasives**

Si des stations d'espèces exotiques envahissantes sont identifiées sur le site, l'exploitant veille à les éliminer rapidement suivant les préconisations de lutte adaptées à chaque espèce.

L'utilisation de produits phytosanitaires est à proscrire, l'arrachage manuel ou mécanique est privilégié.

**Article 4.2.7 - R7/R2.2O - Gestion environnementale du chantier**

L'exploitant veille à réaliser une gestion environnementale du chantier, notamment en utilisant un parc d'engins de bonne qualité régulièrement contrôlé, et un entretien des véhicules sur des aires étanches. Toutes les mesures de protection de la qualité des eaux superficielles et souterraines continuent d'être prises, notamment par l'absence d'utilisation de produits phytosanitaires.

**Article 4.2.8 - R8/R2.2O/R.3.2A - Gestion des merlons**

Les merlons créés par l'avancée de l'exploitation ne sont pas fauchés, ni même entretenus. Aucun produit phytosanitaire n'y est appliqué.

**Article 4.2.9 - R9/R3.2A - Interdiction d'effectuer des tirs entre mars et juillet**

Toute utilisation d'explosifs est interdite entre mars et juillet (période de reproduction de la Cigogne noire).

**Chapitre 4.3 - Suivi des mesures**

**Article 4.3.1 - Suivi écologique**

Un suivi écologique de l'ensemble des espèces protégées présentes sur le site est réalisé en années N+1, 2, 5, 10, 15, 20, 25 et 30, avant le démarrage de chacune des phases

d'exploitation, afin d'obtenir un recensement complet des espèces présentes sur le site de la carrière (N correspond à l'année de l'autorisation délivrée par le présent arrêté).

Le suivi comprend a minima :

- 1 passage flore ;
- 1 passage faune de jour ;
- 1 passage faune de nuit.

Un suivi de l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de remise en état (pour les mesures réalisées avant la fin de l'exploitation) est réalisé selon le même calendrier.

Le suivi inclut un inventaire des espèces végétales exotiques envahissantes.

Des mesures d'éradication sont prises en tant que de besoin, conformément à l'article 4.2.6.

Les suivis sont réalisés par un écologue.

Les méthodes utilisées pour effectuer les suivis mentionnés supra sont celles utilisées dans le dossier de la demande d'autorisation environnementale pour constituer l'état initial ou toute autre méthode dont l'équivalence est justifiée.

Ces suivis font l'objet de comptes-rendus à transmettre au plus tard au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté avant le 31 décembre de l'année concernée.

Les comptes-rendus comprennent a minima, les éléments suivants, lesquels sont fournis au format tableur informatique :

- le nom de l'opérateur ;
- les dates d'intervention ;
- le nom latin des espèces protégées inventoriées,
- le lieu (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection).

Ces données sont intégrées dans les bases de données de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté. La DREAL peut librement utiliser tous acquis bruts ou transformés relatifs à la connaissance des milieux naturels et des espèces (rapports et documents graphiques et cartographiques, données floristiques et faunistiques, données géographiques, etc), même partiels. Cette utilisation s'exerce dans le strict respect des droits moraux de l'auteur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de suivi écologique.

## **TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE**

### **Chapitre 5.1 - Limitation des niveaux de bruit**

#### ***Article 5.1.1 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation***

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	<b>Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</b>	<b>Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</b>

En limite de propriété	70 dB(A)	Pas d'activité
------------------------	----------	----------------

Les points de mesure de l'émergence figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée en Annexe 5 au présent arrêté.

#### **Article 5.1.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit en limite de propriété et de l'émergence (ZER1, ZER2) est effectuée au plus tard six mois après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans pendant le fonctionnement de l'installation.

#### **Article 5.1.3 - Bruits associés aux tirs de mine**

Lors des tirs de mines, l'exploitant prend toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires pour les tiers.

#### **Article 5.1.4 - Vibrations**

Les tirs de mines se limitent à une charge unitaire maximale de 2 kg.

Le respect de la limite de 10 mm/s fixée à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé pour les vitesses particulières pondérées et de la limite de 125 décibels linéaires fixée à l'article 5.1.3 du présent arrêté est vérifié dès les premiers tirs réalisés dans la carrière, puis lorsque les conditions de tir sont modifiées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Chapitre 5.2 - Insertion paysagère**

#### **Article 5.2.1 - Merlon périphérique**

Un merlon végétalisé d'une hauteur maximale de 2 m est mis en place, dès le début de l'autorisation, en périphérie du site.

## **TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **Chapitre 6.1 - Dispositifs et mesures de prévention des accidents**

#### **Article 6.1.1 - Dispositions générales**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des

installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### **Article 6.1.2 - Installations électriques**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

### **Chapitre 6.2 - Prévention et traitement des pollutions accidentelles**

#### **Article 6.2.1 - Kits d'intervention**

Les engins de chantier sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants.

## **TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

### **Chapitre 7.1 - Prévention et gestion des déchets**

#### **Article 7.1.1 - Entreposage des déchets dans la carrière**

L'entreposage de déchets dangereux ou non dangereux sur la carrière est interdit. Les déchets générés, hors déchets d'extraction, sont évacués le jour même.

#### **Article 7.1.2 - Traitement des déchets à l'intérieur de l'établissement**

Toute opération d'élimination, et notamment toute mise en dépôt à titre définitif, de déchets dangereux ou de déchets non dangereux non inertes dans la carrière est interdite.

Le brûlage de déchets à l'air libre est interdit, y compris les emballages de produits explosifs.

#### **Article 7.1.3 - Déchets d'extraction**

Les déchets d'extraction (927 000 m<sup>3</sup>) sont composés de :

- terre végétale : 72 000 m<sup>3</sup>
- stériles de découverte (calcaire altéré) : 360 000 m<sup>3</sup>
- stériles d'exploitation (chutes d'équarrissage) : 495 000 m<sup>3</sup>

Tous les déchets d'extraction sont utilisés dans la carrière pour sa remise en état.

#### **Article 7.1.4 - Déchets et matériaux provenant de l'extérieur**

L'apport dans la carrière, temporaire (station de transit) ou définitif (installation de stockage), de déchets et de matériaux provenant de l'extérieur de la carrière est interdit. Toute opération de comblement de la carrière avec des matériaux ou avec des déchets extérieurs au site est interdite.

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS**



## **Chapitre 8.1 - Conditions d'exploitation**

### **Article 8.1.1 - *Décapage des terrains***

Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 mètres afin de conserver leurs qualités agronomiques.

### **Article 8.1.2 - *Matériaux à extraire***

Les matériaux extraits sont du calcaire.

Le volume total de matériaux extraits (déchets d'extraction + gisement) est de 1 052 000 m<sup>3</sup>, se détaillant de la manière suivante :

- gisement : 620 000 m<sup>3</sup>, soit 1 488 000 t
- terre végétale et stériles de découverte : 432 000 m<sup>3</sup>

La densité des matériaux est de 2,4 t/m<sup>3</sup>.

### **Article 8.1.3 - *Productions***

La production maximale nette de roches ornementales (matériaux commercialisables) est de 4 000 m<sup>3</sup>/an (soit environ 10 000 t/an).

L'exploitant tient à jour une comptabilité des quantités de matériaux qui sortent du site.

L'exploitant met en place un registre de suivi de la quantité de matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre est renseigné au moins mensuellement pour les extractions et après chaque expédition de produit commercialisable. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 8.1.4 - *Phasages***

L'exploitation se déroule suivant le plan de phasage en Annexe 2 au présent arrêté en 6 phases quinquennales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier de demande d'autorisation susvisé.

Les travaux de découverte sont menés au fur et à mesure de l'exploitation.

La remise en état est coordonnée avec l'exploitation et se poursuit pendant 6 mois supplémentaires après la fin de la phase d'extraction des matériaux.

### **Article 8.1.5 - *Cotes d'exploitation***

La cote minimale d'extraction est fixée à 375 m NGF. L'épaisseur maximale d'extraction est de 8,5 m (2,5 m de découverte et 6 m de gisement).

### **Article 8.1.6 - *Hauteur des fronts d'exploitation – Pentés***

Les fronts de taille sont divisés en gradins. Chaque gradin est constitué d'une banquette et d'un front d'exploitation.

L'exploitation se déroule sur un front de découverte et deux fronts d'exploitation.

La hauteur des fronts d'exploitation et du front de découverte ne dépasse pas 3 mètres.

Le front d'exploitation et le front de découverte sont séparés par une banquette d'au moins 5 mètres de large.

La hauteur maximale des fronts est diminuée, la largeur des banquettes est augmentée ou l'angle de la paroi des fronts est diminué, si, en raison des caractéristiques de la roche, il apparaît des risques d'effondrements ou d'éboulements.

#### **Article 8.1.7 - Horaires de fonctionnement**

La carrière et les autres installations peuvent fonctionner du lundi au jeudi de 7h45 à 12h30 puis de 13h15 à 17h15 hors jours fériés.

### **Chapitre 8.2 - Conditions de remise en état**

#### **Article 8.2.1 - Conditions de remise en état**

La remise en état de la carrière est conduite de façon progressive, et coordonnée à l'avancement de l'extraction, afin de minimiser la surface totale en exploitation. Elle nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

Au titre de la vocation agricole :

- les stériles d'exploitation (blocs volumineux non commercialisables) sont disposés en fond de fouille, compactés et nivelés ;
- les stériles de découverte et en dernier lieu la terre végétale sont régalez sur le remblai en vue de reconstituer un sol agricole.

Pour permettre la restitution en culture, le soubassement doit, préalablement au régalez de la terre végétale par temps sec :

- être aplani pour éviter toute mouillère ;
- présenter une pente générale supérieure à 0,5 % pour faciliter l'évacuation par ruissellement des excédents de pluies ;
- être décompacté par passage d'une dent de « sous-solage » (ripper), suivi si nécessaire d'un broyage de surface, afin de désagréger la croûte compactée formée lors du régalez et susceptible de faire obstacle à l'infiltration.

Au titre de la vocation écologique :

- un espace minéral d'une superficie de 4 200 m<sup>2</sup> est maintenu, le sol est tassé afin de le colmater ;
- des mares de 30 cm de profondeur en moyenne sont surcreusées à la surface du sol minéral sur une surface cumulée minimale de 200 m<sup>2</sup> ;
- les fronts sur le pourtour du carreau minéral sont talutés à 30° de remblais, de pierre et de terre végétale en vue de servir d'hibernaculum.

Les mesures relatives à la protection des espèces protégées, prévues au Titre 4 du présent arrêté, restent applicables lors des opérations de remise en état.

La remise en état est conforme au plan d'état final figurant en Annexe 3.

## **TITRE 9 - DISPOSITIONS FINALES**

### **Chapitre 9.1 - Dispositions finales**

### **Article 9.1.1 - Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **Article 9.1.2 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 9.1.3 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée en mairie de Beaunotte et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Beaunotte pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Aignay-le-Duc, Beaunotte, Duesme, Mauvilly, Meulson, Quemigny-sur-Seine et la Communauté de Communes du Pays Chatillonnais ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte d'Or pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 9.1.4 - Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or, la sous-préfète de Montbard, le Directeur départemental des territoires de la Côte d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Beaunotte et à la société Carrières SAVIANE Frères.

LE PREFET  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

SIGNE

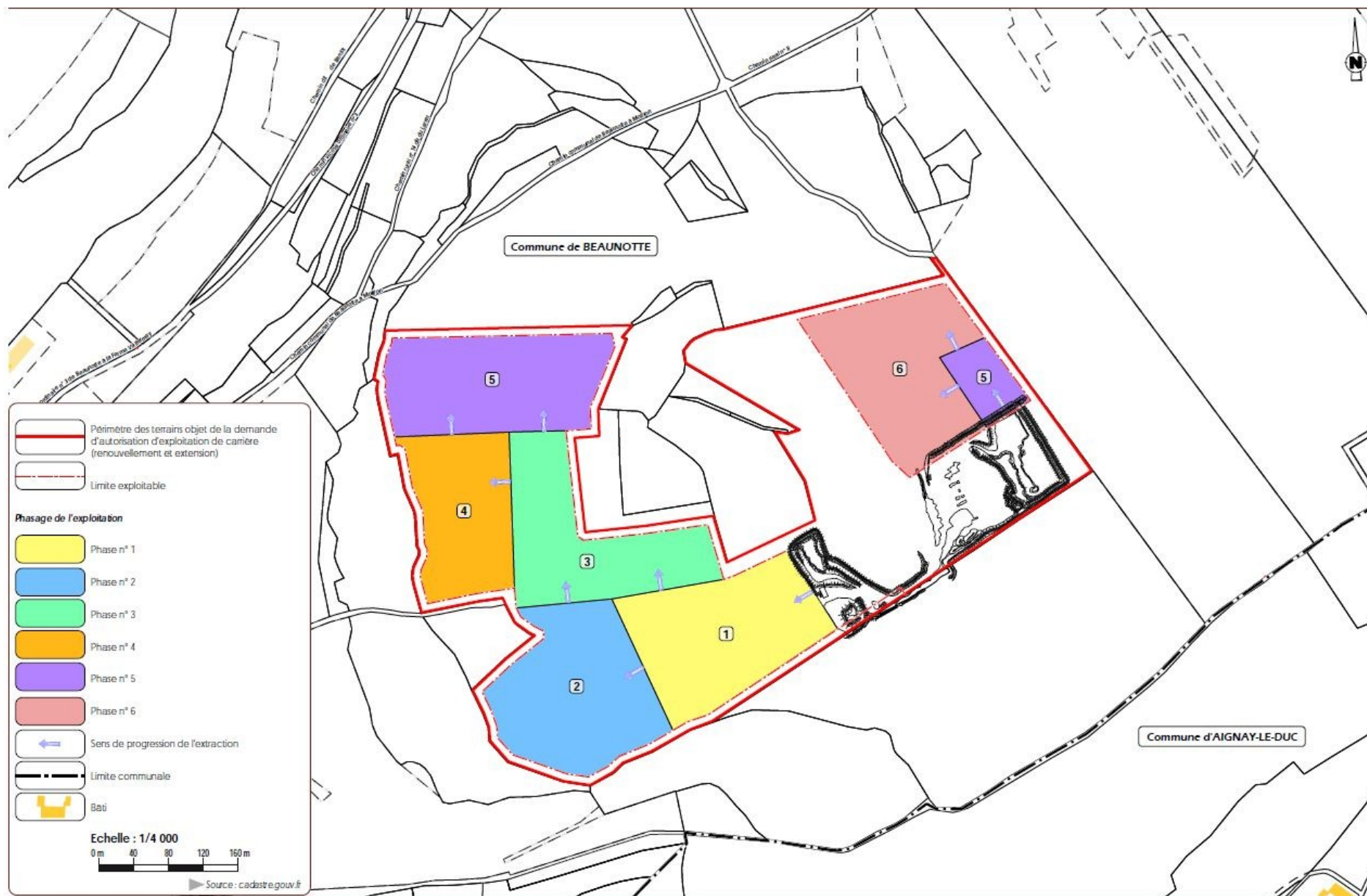
Frédéric CARRE

## Annexe 1 – Plan parcellaire





## Annexe 2 – Plan de phasage d'extraction

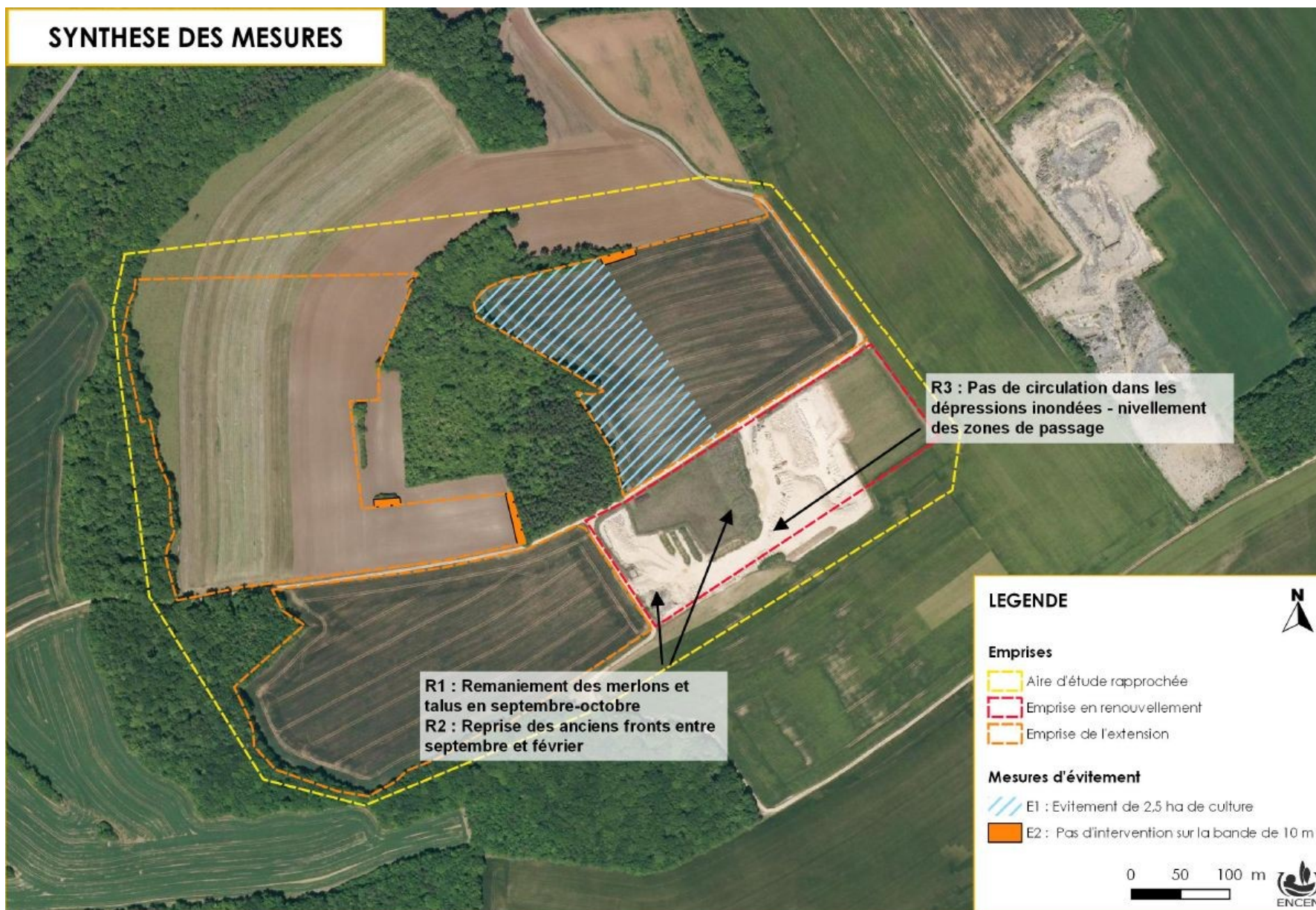


## Annexe 3 – Plan de remise en état





## Annexe 4 – Localisation des zones d'évitement





## Annexe 5 – Localisation des points de mesure de bruit

